

Dix-huit mois de dialogue ouvert à tous les possibles

AGGLOMÉRATION La première table ronde autour de l'avenir de la branche Ouest de l'A5 s'est tenue hier, dans une ambiance constructive selon les personnes présentes.

PAR MARJORIE SPART

«**N**ous avons tous envie de trouver une solution.» Cette déclaration faite par Mélanie Meier, porte-parole du comité «Axe ouest, pas comme ça», à l'issue de la première table ronde sur de l'avenir de la branche Ouest (lire ci-contre), était largement partagée par les personnes présentes. Autorités locales et cantonales et représentants de diverses organisations tenaient le même discours d'ouverture, axé sur la recherche de consensus. Mise sur pied par le canton, cette table ronde était dirigée par Hans Werder, président d'Avenir Mobilité. Dans un esprit de transparence, ce spécialiste de la mobilité a informé les médias après cette première rencontre qui a duré quatre heures et réuni plus de 25 organisations. «Nous avons pris un bon départ. Les discussions très engagées et se sont déroulées dans un climat constructif», a-t-il confirmé.

Pas de tabou

Cette réunion a permis de jeter les bases du processus de dialogue que vont mener les opposants et les partisans de la branche Ouest, ainsi que des représentants des autorités municipales. Le canton, lui, s'est déchargé des discussions, pour permettre à ces différents acteurs de parler, sans tabou, de toutes les variantes de ce contournement autoroutier. «Il s'agit de mettre toutes les variantes à plat et même d'envisager une autoroute qui passerait par le Seeland», a indiqué Hans Werder. Pour ce faire, un petit groupe de dialogue, toujours mené par

le spécialiste en mobilité, se rencontrera régulièrement, entouré d'experts, pour évaluer ce qui est possible ou non de réaliser. Ce petit comité rendra ensuite compte de ses avancées à l'ensemble de l'assemblée. L'objectif visé: «Déposer sur la table, en juin 2020, des recommandations à transmettre au canton pour la branche Ouest», a souligné Hans Werder, en évoquant toutefois l'éventualité qu'aucun consensus ne recueille l'adhésion des participants et que ce processus de discussion débouche sur un statu quo... «A ce moment-là, nous reprendrions les choses là où elles se sont arrêtées aujourd'hui.» Le directeur cantonal des Travaux publics, Christoph Neuhaus, s'est en effet engagé à faire suspendre le processus de mise en œuvre du projet général auprès de la Confédération, durant les 18 mois de dialogue.

Victoire d'étape

Roland Gurtner, du comité «Axe ouest, maintenant», se jouissait hier de pouvoir aller de l'avant: «Nous devons saisir la chance qui nous est offerte de réfléchir sur l'A5 pour trouver une solution qui satisfiera une majorité de la population.» Le Biennois ne craint pas d'évoquer un tracé qui passerait par le Seeland et dont la réalisation nécessiterait l'élaboration d'un nouveau projet général, promettant de nombreuses années de planification supplémentaires: «En étudiant cette option, nous montrerons rapidement qu'elle n'est pas réalisable. En parler permettra donc de mieux l'écarter.» Du côté des opposants à la



Hans Werder dirigera les groupes de travail sur la branche Ouest durant tout le processus. LINO SCHAEREN

branche Ouest, on parlait hier de «victoire d'étape» pour qualifier la tenue de ce groupe de dialogue, «demandé depuis près de deux ans». Par contre, ces derniers n'entendent pas transiger sur l'abandon d'une jonction autoroutière au centre-ville. «C'est le point de départ de notre contestation. Dans la recherche de consensus, nous sommes d'accord qu'une branche Ouest soit réalisée, mais sans jonction en ville. Cela fait partie de la négociation à ce stade de la discussion», a rappelé Mélanie Meier. La prochaine séance de dialogue de ce groupe se tiendra le 27 mai.

Trouver une solution

Cette première table ronde est née, en décembre, de la volonté du canton d'apaiser la contestation autour de la branche Ouest de l'A5. Elle a réuni la délégation des autorités – des représentants du canton, de la Ville de Bienne et des communes de l'agglomération, de l'OFROU, de l'association seeland.biel/bienne –, des opposants et des partisans au projet autoroutier, ainsi que des différents groupes d'intérêt comme l'ATE ou encore le TCS. Depuis plus de deux ans, le projet officiel de contournement de Bienne par l'A5 fait face à de vives critiques. A deux reprises et à l'appel du comité «Axe ouest, pas comme ça!», plus de 3000 personnes sont descendues dans la rue pour manifester leur rejet d'une branche Ouest telle qu'avalisée par la Confédération, qui prévoit une autoroute bidirectionnelle et avec deux jonctions au centre et à l'ouest de la ville. Les opposants ont même mandaté des experts pour élaborer une nouvelle variante totalement souterraine, unidirectionnelle et sans jonctions. **MAS**

Crédit Suisse nettoyé par Greenpeace

BIENNE

Le groupe écologiste a mené une action devant plusieurs succursales de Suisse.

La scène était pour le moins cocasse. Hier, dès 13h, quelques membres du groupe biennois de Greenpeace ont shampooiné la façade de la succursale de Crédit Suisse située sur la place Centrale. Vêtus de combinaison et munis de chiffons, ils ont essuyé les vitres de l'entrée pendant plusieurs minutes. De quoi susciter la curiosité des passants, qui ont été nombreux à s'arrêter devant la banque. Par cette action symbolique, le groupe écologiste entendait dénoncer l'investissement de la banque dans les énergies fossiles. «En 2017, les financements de Crédit Suisse et UBS ont entraîné l'émission de 93,9 millions de tonnes de CO₂», précise Mark Steinemann, porte-parole des groupes régionaux de Bienne et Berne. «Nous voulons que Crédit Suisse stoppe ces investissements», ajoute-t-il. L'action s'est déroulée dans quatre autres villes suisses: Neuchâtel, Lausanne, Bâle et Winterthur. Contactée par Le Journal du Jura, la banque n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet. **CSI**



L'action s'est tenue à 13h. DR

Plus de 730 signatures pour la table de débat

BIENNE Martin Schwab a remis hier sa pétition dans laquelle il demande de pouvoir tenir gratuitement un stand d'information politique.

Martin Schwab n'est pas le seul à vouloir une table de débat à Bienne. Sa pétition lancée en août pour pouvoir tenir gratuitement un stand d'information politique le samedi matin à Bienne a récolté 735 signatures. «Je ne suis pas parvenu aux 1000 paraphe que je m'étais fixés au départ, mais je suis tout de même très satisfait, car j'étais seul à chercher des signataires», a commenté le Nidowien en remettant hier après-midi son texte au vice-chancelier de la Ville, Julien Steiner. Sa table de débat consiste à présenter, dans la rue, l'ensemble des initiatives, des référendums et des pétitions actuelle-

ment en cours sur les plans fédéral, cantonal et communal (voir Le JdJ du 7 septembre). «C'est un endroit où les gens pourraient s'informer des objectifs et des conséquences de chaque texte en ayant la possibilité, s'ils le souhaitent, d'y apposer leur paraphe», a rappelé le jeune homme.

Soutien de personnalités

Sa démarche, qui vise principalement à encourager la participation politique, a suscité beaucoup d'enthousiasme auprès de la population, a-t-il assuré. «Beaucoup de gens m'ont dit que mon projet répondait à un réel besoin.» Martin Schwab peut aussi se

targuer d'avoir obtenu le soutien de plusieurs personnalités politiques, dont le conseiller aux Etats Hans Stöckli (PS), la présidente des Verts suisses Regula Rytz, ainsi que le président du Parti socialiste suisse Christian Levrat – il n'est pas nécessaire d'être domicilié à Bienne pour y signer une pétition.

Coût injustifié

Pour rappel, Martin Schwab avait prévu de tenir son stand d'information l'automne passé déjà. Mais il aurait dû s'acquitter d'un montant de 150 fr. auprès de la Ville pour l'utilisation de l'espace public et la distribution de flyers. «Ce qui

n'est pas juste, car je ne cherche pas à vendre quoi que ce soit, mais à rendre service», estime le Nidowien. Le Conseil municipal prendra position sur le texte «vraisemblablement d'ici fin mars», a précisé Julien Steiner. Une pétition n'a toutefois rien de contraignant pour l'exécutif. Mais le projet de Martin Schwab bénéficiera sans doute d'un appui politique. En contact avec le pétitionnaire, plusieurs conseillers de ville – Muriel Günther (Juso), Sandra Schneider (UDC) et Urs Scheuss (Les Verts) – penchent sur un projet d'intervention parlementaire visant à défendre l'idée d'une table de dé-



Martin Schwab (à dr.) a remis sa pétition au vice-chancelier de la Ville, Julien Steiner. NICO KOBEL